

Bordeaux, le 30/06/2023

Bonjour Monsieur Schmidtke,

Nous accusons réception de votre courriel du 29 juin et prenons note de vos questionnements sur la démarche de concertation préalable initiée par la Région Nouvelle-Aquitaine et relative au projet de modification du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine.

Cette procédure a été placée sous l'égide de deux garantes neutres et indépendantes de la maîtrise d'ouvrage, désignées par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) Georgette Pejoux et Marianne Azario ; c'est donc à ce titre que vous venez vers nous. Nous vous communiquons en pièce jointe notre lettre de mission.

Vous interrogez la finalité d'une procédure de concertation préalable, il convient de rappeler que la participation du public à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement est un droit individuel garanti par l'article 7 de la charte constitutionnelle de l'environnement.

Elle est mise en œuvre en vue d'améliorer la qualité de la décision et de contribuer à sa légitimité démocratique, d'assurer la préservation d'un environnement sain pour les générations actuelles et futures, de sensibiliser et d'éduquer le public à la protection de l'environnement, d'améliorer et de diversifier l'information environnementale.

La participation confère le droit pour le public d'accéder aux informations pertinentes permettant sa participation effective, de disposer de délais raisonnables pour formuler des observations et des propositions, d'être informé de la manière dont il a été tenu compte de ses observations et propositions dans la décision d'autorisation.

Vous interrogez les modalités de la concertation, il convient de préciser que cette concertation préalable volontairement initiée par la Région Nouvelle-Aquitaine est encadrée par l'article L 121.17 du code de l'environnement qui stipule que la définition des modalités de la concertation revient au seul maître d'ouvrage, les garantes étant prescriptrices des modalités auprès du maître d'ouvrage, charge à lui de suivre les prescriptions ou non.

Nous laissons donc le soin à la Région, en sa qualité de maître d'ouvrage, de vous répondre précisément sur le dispositif de concertation mis en œuvre dans le cadre de cette concertation préalable.

Il convient de préciser que les préconisations que nous avons faites à la Région seront rendues publiques dans le bilan de la concertation rédigé par nos soins. Ce bilan a vocation à être publié sur le site de la Région et sur le site de la Commission Nationale du Débat Public, un mois après la clôture de la concertation, soit le 4 août 2023. C'est sur la base de ce bilan que le maître d'ouvrage devra dans les deux mois suivant sa publication, indiquer et les rendre publiques les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour tirer les enseignements de la concertation.

Le bilan a pour objectif de rendre compte de l'intégralité de la procédure, d'analyser l'effectivité du droit à l'information et du droit à participer du public, de présenter une synthèse exhaustive des arguments exprimés et le cas échéant de formuler au maître d'ouvrage des demandes de précisions et des recommandations dans le champ de la participation du public.

En effet ce sont bien les arguments exprimés qui sont importants dans leur dimension d'apport au débat sur l'opportunité du projet, ses objectifs, ses caractéristiques, ses enjeux socio-économiques, ses impacts environnementaux, ses alternatives.

Une concertation n'est ni un sondage ni un référendum mais un véritable moment de débat autour d'un projet, débat enrichi par la diversité et la confrontation des points de vue. La valeur d'une position n'est pas liée à son nombre d'occurrences dans le débat ou au statut de celui ou celle qui la porte, elle est liée aux arguments sur lesquels elle repose.

Nous vous invitons à prendre connaissance des arguments déjà exprimés par le public dans le cadre de cette concertation en cours et qui sont accessibles sur le site de la Région (contributions écrites, comptes-rendus des réunions publiques, comptes-rendus des réponses aux questionnaires).

Vous interrogez votre participation individuelle dans le cadre de cette concertation, au regard du droit individuel présenté ci-dessus, nous ne pouvons que vous inviter à contribuer et apporter votre expertise et votre analyse sur l'une ou les trois grandes thématiques du projet de modification du SRADDET que sont l'artificialisation des sols, les déchets, la logistique.

D'ores et déjà votre courriel du 29 juin, dans un souci de transparence, entre dans la concertation et nous allons le transférer au maître d'ouvrage afin qu'il soit publié sur le site de la Région comme une contribution présentant des arguments relatifs à la procédure de concertation elle-même. De la même manière le présent courrier sera également publié sur le site.

Espérant avoir répondu à vos attentes,

Bien cordialement

Georgette Pejoux et Marianne Azario, garantes CNDP



LA PRESIDENTE

Paris, le 10 novembre 2022

Mesdames,

Lors de la séance plénière du 2 novembre 2022, la Commission nationale du débat public vous a désignées garantes du processus de concertation préalable relative à la modification du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Nouvelle Aquitaine.

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission d'intérêt général et je souhaite vous préciser les attentes de la CNDP pour celle-ci.

1 - Rappel du cadre légal et des objectifs de la concertation préalable :

Cadre légal de la concertation préalable volontaire en application de l'article L. 121-17 du code de l'environnement

En application de l'article L.121-17 du code de l'environnement, « *la personne publique responsable du plan ou programme ou le maître d'ouvrage du projet peut prendre l'initiative d'organiser une concertation préalable, soit selon des modalités qu'ils fixent librement, soit en choisissant de recourir à celles définies à l'article L.121-16-1. Dans les deux cas, la concertation préalable respecte les conditions fixées à l'article L.121-16.* ».

En l'espèce, le Conseil régional de Nouvelle Aquitaine sollicite la CNDP pour qu'une concertation préalable avec garant soit réalisée en vue de la modification du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle Aquitaine.

Objectifs de la concertation préalable :

Le champ de la concertation est particulièrement large. L'article L.121-15-1 du code de l'environnement précise que la concertation préalable permet de débattre :

- des objectifs et principales orientations du plan ou programme ;
- des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire ;
- des solutions alternatives ;
- des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

Cette lettre de mission vise à vous aider dans l'exercice de vos fonctions. N'hésitez pas à la faire connaître à vos interlocuteurs et à vos interlocutrices.

Mme Marianne AZARIO

Mme Georgette PEJOUX

Garantes de la concertation préalable

Modification du SRADDET de la région Nouvelle Aquitaine

la commission nationale du débat public

244 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris – France – T. +33 1 40 81 12 63 – chantal.jouanno@debatpublic.fr
debatpublic.fr

2 - Enjeux de la concertation préalable sur le plan

Enjeux généraux de la concertation préalable

Dans le cadre de l'article L.121-17 du code de l'environnement, la définition des modalités de concertation revient au seul maître d'ouvrage (MO). La CNDP ne peut légalement les valider, néanmoins les préconisations des garantes et leur prise en compte par le maître d'ouvrage doivent être rendues publiques.

Votre rôle n'est cependant pas réduit à celui d'observatrices du dispositif de concertation. **Vous êtes les prescriptrices des modalités de la concertation** : charge au maître d'ouvrage de suivre vos prescriptions ou non. Vous n'êtes pas responsables des choix du MO mais de la qualité de vos prescriptions et de la transparence sur leur prise en compte.

Votre rôle et mission de garantes : défendre un droit individuel

Votre analyse précise du contexte, de la nature des enjeux et des publics spécifiques vous sera d'une grande aide. **Il est important que vous puissiez aller à la rencontre de tous les acteurs concernés afin d'identifier avec précision les thématiques et les enjeux qu'il est souhaitable de soumettre à la concertation.** La qualité de vos préconisations dépend de la qualité et du temps consacré à cette étude de contexte.

À compter de votre nomination et jusqu'au démarrage du processus de concertation, il vous appartient d'accompagner et de guider le MO dans l'élaboration du dossier de concertation afin qu'il respecte le droit à l'information du public, c'est-à-dire les principes d'accessibilité, de transparence, de clarté et de complétude des informations mises à disposition du public.

L'article L.121-16 du code de l'environnement dispose que le public doit être informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concerné(s) par la concertation au minimum 15 jours avant le début de cette dernière. Il vous appartient de veiller au respect de ce délai nécessaire pour que le public puisse se préparer à la concertation, à la pertinence du choix des lieux et espaces de publication afin que le public le plus large et diversifié soit informé de la démarche de concertation. **Ces dispositions légales sont un socle minimal à respecter.**

S'agissant spécifiquement du plan dont vous garantissez la concertation, j'attire votre attention sur la nécessité de mettre en synergie la concertation avec les parties prenantes en cours et celle avec le grand public à venir et de déterminer la façon dont la participation citoyenne alimentera la co-construction avec les partenaires institutionnels prévue par la procédure réglementaire.

Par ailleurs, il existe un enjeu de mobilisation du grand public sur ce sujet de planification. Une attention particulière devra être portée à la bonne information du public sur ce plan, notamment sur les enjeux d'intégrer les obligations issues des lois relatives au climat (loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22/08/2021), aux mobilités (loi d'orientation des mobilités n°2019-1428 du 24 décembre 2019) et à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020), afin qu'une co-construction de la modification du SDRADDET soit possible.

Il s'agit enfin d'élaborer votre bilan, dans le mois suivant la fin de la concertation préalable. Ce bilan, dont un canevas vous est transmis par la CNDP, comporte une synthèse des observations et propositions présentées. Il doit également présenter le choix de méthodes participatives retenu par le MO, ses différences avec vos recommandations et sa qualité. Le cas échéant, il mentionne les évolutions du projet qui résultent de ce processus. **Il met l'accent sur la manière dont le MO a pris en compte – ou non – vos prescriptions.** Ce bilan, après avoir fait l'objet d'un échange avec l'équipe de la CNDP, est transmis

au MO qui le publie sans délai sur son site ou, s'il n'en dispose pas, sur celui des préfectures concernées par son projet, plan ou programme (art. R.121-23 du CE). Ce bilan est joint au dossier d'enquête publique.

La concertation préalable s'achève avec la **transmission à la CNDP de la réponse faite par le MO** aux demandes de précisions et aux recommandations contenues dans votre bilan, dans les deux mois suivant la publication de ce dernier (art. R.121-24 CE). Cette réponse écrite à la forme libre doit être transmise à la CNDP, aux services de l'Etat et publiée sur le site internet du MO. Je vous demande d'informer le MO du fait que, dans le cadre de l'article L.121-16-2 du code de l'environnement, il a la possibilité de faire appel à la CNDP pour garantir une participation continue du public entre sa réponse à votre bilan et l'ouverture de l'enquête publique. Cette nouvelle phase de participation se fondera pour partie sur vos recommandations et sur les engagements du MO.

La CNDP vous confie donc une mission de prescription à l'égard du MO et des parties prenantes afin de veiller aux principes fondamentaux de la participation. Cette **procédure a pour objectif de veiller au respect des droits conférés au public par l'article L120-1 CE en application de la Constitution. La défense de ces droits est placée sous votre garantie, au nom de la CNDP.**

Vous remerciant encore pour votre engagement au service de l'intérêt général, je vous prie de croire, Mesdames, à l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jouanno', with a long horizontal flourish underneath.

Chantal JOUANNO